

Contribution commune de la Conférence des Présidents des Régions
Ultrapériphériques (CPRUP) sur la révision des aides d'état « pêche et
aquaculture ». Mars 2022

HT.5822 – Version non confidentielle

La Conférence des Présidents des Régions ultrapériphériques contribue par la présente à la consultation publique de la Commission européenne concernant la révision du cadre européen des aides d'État pour la pêche et l'aquaculture.

Elle souligne les caractéristiques très spécifiques tant de leurs différentes pêcheries que de leurs flottes, ainsi que des multiples défis auxquels les RUP font face. Cette réalité diffère largement de la situation continentale européenne.

La Conférence des Présidence tient à saluer, sur la forme, la proposition de la Commission européenne visant à consacrer, dans son projet de lignes directrices, un chapitre distinct dédié aux régions ultrapériphériques. Cette approche permet un traitement sur-mesure tel que proposé par la Commission européenne dans sa communication du 24 octobre 2017 « Un partenariat stratégique renouvelé et renforcé avec les régions ultrapériphériques de l'Union européenne ».

Sur le fond, elle réaffirme son soutien plein et entier aux objectifs de la politique commune de la pêche et plus particulièrement pour assurer la pérennité des pêcheries, garantir des revenus et des emplois stables aux pêcheurs et assurer une la durabilité à long terme sur le plan environnemental, économique et social de la pêche et de l'aquaculture

Néanmoins, elle considère que le projet de lignes directrices ne tient pas suffisamment compte des dispositions du Traité sur le fonctionnement de l'UE, et plus précisément l'article 349, en lien avec les objectifs poursuivis par la politique commune de la pêche. Ainsi, le projet de lignes directrices des aides d'Etat à la pêche et à l'aquaculture nécessite encore d'importantes évolutions concrètes pour mieux tenir compte des réalités des bassins maritimes des Régions ultrapériphériques (RUP) localisées dans les océans Indien et Atlantique, et la mer des Caraïbes.

A l'occasion de la communication du 24 octobre 2017 relative à « Un partenariat stratégique renouvelé et renforcé avec les régions ultrapériphériques de l'Union européenne »¹, la Commission européenne a décidé d' « envisager l'octroi d'aides d'État en faveur de la construction de nouveaux navires dans les régions ultrapériphériques » en réponse aux multiples demandes des RUP, soutenues par les autorités espagnoles, françaises et portugaises, ainsi que par le Parlement européen, le Comité européen des régions et le CESE.

Cette communication de la Commission européenne a clairement énoncé le fait que « *Par sa nouvelle approche proactive, la Commission tiendra davantage compte de leurs besoins et encouragera des politiques de l'UE qui soient mieux adaptées à leur situation, en veillant à ce que les initiatives prises reflètent systématiquement leur spécificité. Cela suppose d'adapter les politiques de l'UE à leurs situations, tel est d'ailleurs l'objectif poursuivi par un grand nombre des mesures proposées dans la présente communication, sans compromettre la cohérence de l'ordre juridique de l'Union. Autrement dit, il faut trouver un équilibre entre, d'une part, la nécessité de traiter les régions ultrapériphériques comme des régions européennes, avec tous les droits et obligations que cela implique et, de l'autre, celle de reconnaître de manière proactive leur contexte géopolitique et économique spécifique. Cette approche tient compte de l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 15 décembre 2015, qui a clarifié le champ d'application de l'article 349 TFUE* ».

Or et depuis cette date, et en dépit d'efforts et d'actions résolus pris par les RUP en faveur de l'amélioration de la connaissance des stocks halieutiques et de la durabilité des pêcheries, les procédures mise en place par la Commission européenne visant à garantir des équilibres entre les capacités des flottes et l'état de la ressource, restent disproportionnées et découragent concrètement les pêcheurs à investir pour le remplacement des embarcations vieillissantes et non sécurisées. Cette situation a aussi des répercussions négatives sur l'attractivité de la filière puisque les jeunes rechignent à s'engager faute de perspectives professionnelles stables et rémunératrices.

Il y a lieu de rappeler que, de manière générale, les Régions ultrapériphériques manquent d'indicateurs statistiques toutes politiques publiques confondues et que la carence de données n'est pas spécifique à l'état de la connaissance de la ressource halieutique. La Commission européenne a précisé dans sa communication que « *Eurostat et les instituts statistiques nationaux sont invités à coopérer pour améliorer la fiabilité de leurs données et affiner les statistiques, qui actuellement ne rendent pas pleinement compte des spécificités des régions ultrapériphériques et risquent de fausser les résultats* ».

La Conférence rappelle que d'importants efforts sont entrepris par les régions ultrapériphériques pour améliorer la collecte des données mais que ce sujet ne saurait se limiter à la seule connaissance de la ressource halieutique, quand par ailleurs, des pans entiers de politiques européennes ne disposent pas d'indicateurs suffisants fiables dans des secteurs prioritaires comme les déchets, les transports ou la recherche et innovation.

¹ COM(2017) 623 Final

Sur cette question, il y a lieu d'adopter une approche équilibrée d'ensemble et d'encourager les travaux entrepris par les parties impliquées pour améliorer la question de la disponibilité des données, plutôt que de concevoir des conditionnalités d'accès aux aides publiques qui s'avèrent insurmontables et introduisent des facteurs de rigidités supplémentaires dans les procédures des aides d'État pénalisant ainsi un secteur d'activité majeur dans les RUP, frappées au surplus par des taux de chômage parmi les plus élevés de l'UE.

La pêche est une activité économique, riche d'une multitude de facettes, de particularités, qui doivent toutes être prises en compte à leur juste mesure. Dans ces conditions, la révision des lignes directrices des aides d'État ne pourra se résumer seulement à des adaptations techniques de mesures de gestion même si celles-ci sont nécessaires, mais devra poser aussi clairement les objectifs politiques qu'on entend assigner à cette activité dans des bassins maritimes où par ailleurs les volumes de captation des ressources halieutiques par des armements européens qui n'ont pas de liens économiques directs avec les RUP sont, sans commune mesure, avec ceux effectués par les pêcheurs de ces régions.

Pour que cette révision réussisse il faudra concilier tous ces objectifs dans leur globalité, plutôt que les hiérarchiser. C'est dans ce contexte que la Conférence souhaite d'importantes adaptations opérationnelles du cadre européen des aides d'État afin que tous les objectifs de la politique commune de la pêche soient pris en compte pour l'avenir. En effet, et au-delà de la question de la cohérence des capacités de flotte avec l'état des stocks halieutiques, il y a lieu de ne pas minorer les graves impacts économiques et sociaux de l'absence d'octroi d'aides au renouvellement de la flotte de pêche des RUP, comme le chômage des jeunes, l'incapacité à doter les pêcheurs d'un outil de travail aux normes de sécurité et d'hygiène à bord des navires, le non renouvellement des générations, la perte de compétitivité, le manque d'attractivité des métiers de la mer pour des jeunes qui ne peuvent pas se projeter dans un métier réputé difficile et mal accompagné. Paradoxalement, cette situation cause même un préjudice écologique puisqu'elle permet de laisser libre court, le long des côtes des RUP, à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) de navires issus de pays tiers qui pratiquent une surpêche au risque de menacer la survie de certaines espèces.

Par conséquent, il y a lieu de rappeler la nécessité de prise en compte de tous les objectifs de la politique commune de la pêche, tels que recensés à l'article 2 du règlement (UE) n° 1380/2013, et de ne pas hiérarchiser ces objectifs comme semble le faire la Commission européenne, en accordant une place prépondérante à l'objectif visé à l'article 2 paragraphe 5 point d) dudit règlement « *prendre des mesures pour adapter la capacité de pêche des flottes à leurs possibilités de pêche conformément au paragraphe 2, afin d'assurer la viabilité économique des flottes sans surexploiter les ressources biologiques de la mer* », au détriment des autres objectifs comme ceux à visées économiques et sociales recensés au sein de l'article 2 sus-cité.

Ce traitement aujourd'hui très déséquilibré place les pêcheurs des RUP dans une situation intenable : manque de visibilité sur les réelles possibilités d'investir dans leurs outils de travail, insécurité physique et juridique, procédures administratives disproportionnées au

regard des besoins d'investissement clairement identifiés et indispensable à l'exercice du métier de pêcheur.

Un juste équilibre est donc requis dans les procédures à définir au sein des lignes directrices pour toutes formes d'aides en faveur des RUP : aides à l'investissement (à rétablir), aides au fonctionnement et aides à la flotte de pêche.

Point(4)

« (...) La Commission estime dès lors qu'il convient de garantir la cohérence entre sa politique en matière de contrôle des aides d'État et le soutien accordé au titre de la PCP au travers du Feampa. La Commission applique et interprète les présentes lignes directrices à la lumière des règles de la PCP et de celles qui régissent le Feampa. En conséquence, le recours aux aides d'État ne se justifie que s'il répond aux objectifs de la PCP ».

La Conférence des Présidents des RUP rappelle les dispositions du Traité et notamment l'article 349 du TFUE dont la portée a été développée par la Cour de Justice de l'UE dans son arrêt de principe du 15 décembre 2015. Ainsi, la Cour rappelle la portée de cette disposition qui ouvre des adaptations au bénéfice des RUP en tenant compte de leur situation, et a vocation à s'appliquer toutes politiques européennes confondues aussi bien dans le cadre du droit primaire que du droit dérivé. Dans ses conclusions, l'avocat général a rappelé que « l'article 349 du TFUE n'est pas un trou noir législatif ».

Il y a donc lieu d'appliquer cet arrêt pour modifier ce considérant comme suit : *« (...) La Commission applique et interprète les présentes lignes directrices à la lumière des règles de la PCP et de celles qui régissent le Feampa, ainsi qu'à la lumière des articles 355 alinéa 1 et 349 du Traité relatifs aux régions ultrapériphériques de l'UE . En conséquence, le recours aux aides d'État ne se justifie que s'il répond aux objectifs de la PCP. Dans le cas des régions ultrapériphériques de l'UE, les facteurs aggravés reconnus à l'article 349 du Traité, justifient également le recours aux aides d'État dans ces territoires, au-delà du cadre du Feampa».*

Point(5)

« (...) conformément aux objectifs de la PCP, les aides d'État ne doivent pas entraîner d'augmentation de la capacité de pêche de la flotte de pêche, de surpêche ou de déplacement de la pression de la pêche susceptible d'entraîner une telle surpêche ».

Sans remettre en cause la logique poursuivie d'équilibre entre la capacité de pêche de la flotte et l'état suffisant des stocks halieutiques, la Conférence des Présidents des RUP rappelle que cet objectif n'est pas le seul et qu'il importe d'apporter des réponses satisfaisantes aux autres objectifs que poursuit la politique commune de la pêche (PCP) tels qu'énoncés à l'article 2 du règlement (UE) n° 1380/2013, comme les objectifs suivants :

« c) créer les conditions pour que le secteur de la pêche et de la transformation et les activités à terre liées à la pêche soient économiquement viables et compétitifs

f) contribuer à garantir un niveau de vie équitable aux personnes qui sont tributaires des activités de pêche, en tenant compte de la pêche côtière et des aspects socioéconomiques

h) tenir compte des intérêts à la fois des consommateurs et des producteurs;

i) promouvoir les activités de pêche côtière en tenant compte des aspects socioéconomiques »

L'accomplissement des autres objectifs de la PCP comme ceux relatifs à l'obtention des retombées positives économiques, sociales et en matière d'emploi et à la contribution à la sécurité de l'approvisionnement alimentaire restent fondamentaux dans les RUP, dont les marchés sont de petite taille et isolés, marqués par des indicateurs sociaux parmi les plus dégradés en Europe.

La prédominance, dans les analyses que mène la Commission européenne, de l'objectif lié aux équilibres entre capacités de flotte des RUP et état des stocks, ne doit pas revenir à sous-estimer la nécessaire prise en compte de la dimension socio-économique et territoriale, et donc régionale, de la pêche des RUP: 1/ permettre aux filières de développer, en toute sécurité, une activité durable qui génère une valeur ajoutée, 2/ contribuer à garantir des revenus décents aux pêcheurs, 3/ nourrir la population en valorisant la production locale (miser sur le marché de poisson frais et transformé, autosuffisance alimentaire, systèmes alimentaires durables, sécurité alimentaire et sûreté sanitaire), 4/ ne pas désavantager les acteurs locaux de la pêche au regard des concessions commerciales que l'UE offre par ailleurs aux pays voisins des RUP, sur les mêmes produits dans le cadre des accords commerciaux internationaux.

Ainsi, il est proposé de compléter comme suit le considérant n° 5 :

*« (...) conformément aux objectifs de la PCP, les aides d'État ne doivent pas entraîner d'augmentation de la capacité de pêche de la flotte de pêche, de surpêche ou de déplacement de la pression de la pêche susceptible d'entraîner une telle surpêche. **Dans le cas des régions ultrapériphériques, les aides d'État contribuent à la viabilité socio-économique des filières, sécurisent les outils de travail, permettent de développer des projets durables qui, du fait des circonstances propres aux régions ultrapériphériques, sont plus complexes sur le plan du montage et du financement, tiennent compte de la concurrence déloyale en raison notamment de l'impact de la pêche illégale et non réglementée qui persiste dans les aires maritimes d'appartenance des Régions ultrapériphériques.***

Points(43) et (44) – Effet incitatif de l'aide

Dans les régions ultrapériphériques, le traité sur le fonctionnement de l'UE reconnaît à l'article 349, des facteurs qui limitent gravement leur développement économique et social : ainsi le cumul des contraintes structurelles permanentes implique des surcoûts qu'il est possible de compenser par des aides financières publiques. Ces compensations constituent des

aides au fonctionnement non dégressives et non limitées dans le temps, qui sont compatibles avec les dispositions légales en vigueur, à partir du moment où les surcoûts sont quantifiés *ex ante* et les aides non sur-compensées. Cette possibilité doit apparaître plus clairement dans le projet de lignes directrices.

Ainsi et pour tenir compte de ces orientations, il importe de clarifier les considérants 43 et 44 comme suit :

*« Sauf exceptions expressément prévues dans la législation de l'Union , **notamment en vertu des articles 107.3.a), 349 et 355 al.1 concernant les régions ultrapériphériques**, ou dans les présentes lignes directrices, les aides d'État unilatérales qui visent simplement à améliorer la situation financière des entreprises, mais ne contribuent en aucune manière au développement du secteur de la pêche et de l'aquaculture, et notamment celles qui sont octroyées sur la seule base du prix, de la quantité, de l'unité de production ou de l'unité de moyens de production, sont assimilées à des aides au fonctionnement, incompatibles avec le marché intérieur. À noter de surcroît qu'il s'agit là intrinsèquement d'aides susceptibles d'interférer avec les mécanismes qui régissent l'organisation du marché intérieur.*

*(44) Sauf exceptions expressément prévues dans la législation de l'Union ou dans les présentes lignes directrices et dans d'autres cas dûment justifiés comme **les régions ultrapériphériques en vertu des articles 107.3.a), 349 et 355 al.1,** les aides au fonctionnement et les aides destinées à faciliter le respect des normes obligatoires sont, en principe, incompatibles avec le marché intérieur.*

Chapitre 2 - AIDES DANS LES RÉGIONS ULTRAPÉRIPHÉRIQUES

De manière générale et à titre liminaire, il importe de tenir compte de la nécessité de soutenir l'emploi durable et les conditions sociales des pêcheurs en renforçant l'attractivité des métiers, la sécurité des marins et la structuration de la filière, notamment grâce à la mise en œuvre effective des aides d'État dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture en vue du renouvellement de la flotte de pêche.

Pour tenir compte de ces conditions particulières des conditions de pêche dans les régions ultrapériphériques, il y a lieu d'ajouter une section relative aux aides à l'investissement dans les régions ultrapériphériques afin d'autoriser des aides publiques nécessaires pour l'exercice de l'activité de pêche dans les régions ultrapériphériques grâce à l'emploi – dans des situations dûment justifiées - de techniques de pêche innovantes, sélectives et durables.

Des aides à l'investissement dans le secteur, respectueuses des règles de la politique commune de la pêche, doivent pouvoir être mises en œuvre conformément aux règles basiques des aides d'État (notification des aides à la Commission européenne, hormis les aides qualifiées de transparentes et tombant sous le coup de « de minimis » et du « règlement général d'exemption par catégories ») pour tenir compte de réalités qui ne se posent pas en Europe continentale.

Ainsi, la Conférence demande que les aides suivantes soient insérées dans les lignes directrices : ces aides sont compatibles avec les règles relatives à la gestion de l'effort de pêche et méritent d'être soutenues à partir du moment où elles sont raisonnables et proportionnées :

- Investissement dans la construction et la gestion de dispositifs ancrés et durables de concentration de poissons dans les zones de pêche des RUP dans lesquelles ils sont justifiés: ces dispositifs, utilisés à La Réunion par 80 % des pêcheurs artisans avec des techniques durables et sélectives, sont essentiels à la pérennité de la petite pêche. Ils contribuent à la répartition spatiale des activités au sein de la bande côtière en déployant l'effort de pêche vers le large pour cibler les espèces pélagiques, moins fragiles que les espèces démersales côtières et s'éloigner du linéaire côtier pollué par un pesticide, la chlordécone, pour la Martinique et la Guadeloupe.
- Investissements dans les équipements de sécurité permettant aux navires d'élargir leurs zones de pêche (par exemple, jusqu'à 20 milles des côtes pour la petite pêche), même dans le cas où ces équipements sont obligatoires. Aujourd'hui, faute de possibilité d'aides européennes, qui exigent que les équipements installés aillent au-delà d'une norme déjà applicable, les pêcheurs dépassent bien souvent leur rayon d'action réglementaire sans avoir l'équipement de sécurité requis. Il importe de soutenir le renouvellement et l'amélioration des flottes des régions ultrapériphériques, adaptés aux caractéristiques de la mer et aux conditions météorologiques de ces régions, en mettant l'accent sur la sécurité des navires et des professionnels de la pêche. De plus, il convient d'accorder un financement non remboursable pour les investissements à bord, y compris le remplacement des moteurs (en raison de leur importance pour l'opérabilité des navires et la sécurité de l'équipage).
- Aide à l'acquisition d'un navire d'occasion (première installation d'un jeune pêcheur) sans la contrainte d'une durée préalable d'inscription dans le fichier de la flotte de l'UE (3 ans selon l'art 17 du règlement FEAMPA). Dans les RUP, le marché des navires d'occasion est marginal. Il est fréquent que des navires homologués pour la pêche professionnelle restent inactifs plusieurs années ou repassent en plaisance avant d'être repris par un jeune pêcheur souhaitant s'installer. Cette contrainte des trois ans limite fortement l'accès à cette aide.
- Pour les mêmes raisons il conviendrait de pouvoir accorder une aide à la remotorisation pour des navires inscrits au fichier de la flotte depuis moins de 5 ans (cf. art. 18 du FEAMPA) et donc prévoir une flexibilité sur la durée exigée d'inscription au registre de la flotte.

De même, est requise une augmentation de l'intensité maximale des aides, en particulier lorsqu'il s'agit de la démolition de navires. Les avis des organismes responsables de la gestion des espèces ciblées par les différentes pêcheries des régions ultrapériphériques doivent être pris en compte, de même que les exigences communautaires concernant la mise en œuvre de zones marines protégées pour justifier la réduction de l'effort de pêche.

Par ailleurs, il convient d'adapter la réglementation des aides d'État pour permettre l'élaboration de projets qui, du fait des circonstances propres aux RUP, sont plus complexes sur le plan du montage et du financement. Souvent les bénéficiaires sont confrontés à des difficultés de trésorerie qui limitent considérablement les possibilités de réalisation de projets.

Tenant compte de la Communication 2016/C262/01 de la Commission sur la notion d'aide d'État, il convient d'autoriser les RUP à mobiliser le critère de non-affectation des échanges entre États membres afin de faciliter la mise en œuvre des fonds européens et dispositif de soutien au bénéfice du développement de l'économie bleue dans ces territoires éloignés de l'Europe continentale.

Aides au renouvellement des flottes de pêche dans les régions ultrapériphériques

Point(193) et suivants

Les multiples exigences visées aux points 193 et suivants relatives au cadre des aides au renouvellement des flottes de pêche dans les régions ultrapériphériques constituent de réels obstacles pour le développement des filières dans ces régions. Dans ce cas très précis, les procédures administratives imposées par la Commission européenne restent trop complexes pour des territoires qui ont toujours des difficultés, depuis de nombreuses années, pour bâtir et collecter des indicateurs utiles notamment à l'évaluation des politiques publiques.

De même, ces contraintes, tant en termes de niveau d'exigence de collecte de données, d'évaluation par des études que de calendrier de procédure administrative, ne donne aucune visibilité crédible pour les pêcheurs qui souhaiteraient renouveler leurs embarcations : en effet, la procédure proposée revient à priver les pêcheurs de réelles possibilités de financements dans des filières déjà très fragilisées.

A noter que la question de la couverture en indicateurs statistiques dans les régions ultrapériphériques reste, de manière générale, un défi compte tenu de difficultés liées à la petite taille de leurs économies, les faibles moyens dédiés sur des thématiques jugées prioritaires par l'UE. Par exemple, et sur la politique de recherche et d'innovation dans les RUP françaises, les données ne sont toujours pas disponibles au niveau NUTS 2, comme les données relatives au domaine du transport. Cette situation montre que la Commission ne peut pas, sur un sujet pour lequel les attentes des professionnels restent fortes depuis de nombreuses années, enfermer les autorités publiques dans l'accomplissement d'exigences disproportionnées au regard de la portée des politiques publiques à mettre en place.

C'est dans ce cadre qu'il importe de revoir la rédaction du sous-chapitre consacré aux aides au renouvellement des flottes de pêche dans les RUP et concevoir des procédures plus flexibles, qui favorise la mise en place de dispositifs pour les pêcheurs et non pas le contraire.

Conditionner l'octroi des aides à des rapports annuels d'équilibre des capacités dans des régions qui œuvrent en faveur d'une amélioration des connaissances, qui utilisent des techniques de pêche sélectives et durables, qui investissent dans l'attractivité des métiers de la

mer et dans l'économie bleue durable, constitue des obstacles excessifs au regard des objectifs de la politique commune de la pêche, auxquels souscrivent déjà les autorités publiques et privées des RUP concernées et pour lesquelles elles sont clairement très engagées dans des travaux d'amélioration de la connaissance de leurs bassins maritimes respectifs. Il ne peut y avoir aucun doute de la part de la Commission européenne sur cette priorité. Les RUP sont très sensibles aux questions de durabilité des mers et océans qui les bordent et sont très investies dans des actions de connaissance, de préservation et de restauration de leurs écosystèmes marins. Il y a un net décalage entre les réalités des bassins maritimes des RUP (y inclus de leurs pêcheries), et la perception négative et holistique que la Commission européenne développe à leur endroit à partir de constats propres au continent européen qui ne se posent pas dans les mêmes termes dans les RUP : méconnaissance de réalités maritimes différentes des RUP, sous-estimation de l'impact négatif (sur la ressource) de la pêche illégale et non réglementée, sous-estimation de la réelle dégradation de certains stocks sur des espèces pélagiques (et donc migratrices) en raison notamment de l'activité intensive d'armements européens autorisés par les accords de pêche que l'UE négocie par ailleurs avec des pays tiers, voisins des RUP (techniques de pêche non sélectives, abandon en mer des équipements source de pollutions importantes...).

En conclusion, la Conférence des Présidents des RUP marque son profond désaccord sur la méthode telle que proposée par la Commission européenne sur les aides au renouvellement des flottes de pêche, et appelle en urgence à concevoir conjointement des solutions crédibles et opérationnelles.

Ainsi, la Conférence propose de revoir le projet de texte en adoptant une méthode plus constructive en particulier pour ce qui concerne les dispositions proposées aux points (196) à (201).

La Conférence des Présidents des RUP plaide pour un cadre des aides d'Etat et une politique européenne de la pêche en faveur des RUP qui soient équilibrés, pragmatiques et réalistes, et, demande à la Commission européenne de régler la question du rapport annuel « Capacités » dans un autre cadre que celui de l'autorisation des aides à la flotte de pêche dans les RUP.

Dans le cas d'espèce, *« l'approche de précaution appliqué en matière de gestion de pêche »* (article 2 paragraphe 2 du règlement (UE) n° 1380/2013), est appliqué de manière si rigide au sein du projet de lignes directrices, qu'il revient à décourager les pêcheurs à investir ainsi qu'à placer les autorités régionales qui conçoivent les aides à ne pas agir, compte tenu de règles administratives beaucoup trop complexes qui vident finalement de sens et de contenu la possibilité d'aider le secteur à acquérir de nouveaux navires.

Le cadre des aides d'État ne peut en aucun cas servir de véhicule contraignant sur les aides à la flotte de pêche pour régler le dossier du rapport « Capacités », et encore moins pour fixer un niveau d'exigence sur la collecte des données scientifiques. Ce cadre doit être utilisé, au contraire, pour accompagner positivement les filières dans l'atteinte des objectifs de la politique commune de la pêche, garantes des règles de concurrence.

Ce cadre doit être au surplus complété pour adapter l'intervention des fonds nationaux et régionaux là où la législation relative au Feampa tient mal compte de la réalité des RUP, en autorisant des aides à l'installation aménagées (en tenant compte par exemple d'une réalité simple : les RUP ne disposent pas comme en Europe continentale d'un marché de navires d'occasion) ou d'aides à l'investissement spécifiques (en permettant aux pêcheurs de mettre aux normes leurs équipements car le diagnostic diffère dans les RUP où les professionnels ne se retrouvent pas dans la situation d'investir au-delà des normes minimales requises en Europe continentale). En d'autres termes, c'est l'atteinte des normes minimales requises qui doit être aidée et non pas exclusivement le dépassement de normes minimales dans les RUP.

Annexe

DECLARATION FINALE -XXVIème CONFERENCE DES PRESIDENTS DES REGIONS ULTRAPERIPHERIQUES – 18 novembre 2021 – Ponta Delgada (Açores)

(EXTRAITS)

Pêche et aquaculture

(...)

La Conférence:

- *Constate l'absence totale de progrès sur les aides à la flotte de pêche dans les RUP, en dépit de l'engagement pris par la Commission européenne en octobre 2017 visant à autoriser les dispositifs de renouvellement des embarcations pour ses pêcheurs. Cette situation incompréhensible, paralyse les communautés côtières de la pêche concernées, compromettant leurs perspectives de développement;*
- *Exhorte les services de la Commission européenne à desserrer les contraintes réglementaires excessives, au regard du rôle prépondérant que joue la pêche dans nos régions très engagées dans le développement de l'économie bleue durable;*
- *Souligne les incohérences du cadre des aides d'Etat pour autoriser les aides à la flotte de pêche des RUP d'une part, et du cadre législatif du FEAMPA qui écarte son soutien financier pour le renouvellement des flottes de pêche dans les RUP d'autre part;*
- *Constate que tous les segments de flotte des RUP n'utilisent pas les limites maximales de capacité de pêche établies pour les RUP à l'annexe II du Règlement (UE) 1380/2013, ce qui pourrait servir pour améliorer leur tonnage et leur puissance d'origine ;*
- *Rappelle l'importance, pour certaines RUP, de poursuivre les investissements soutenus par le FEAMPA pour la gestion durable des parcs côtiers existants de dispositifs de concentration de poissons ancrés, respectueux des écosystèmes marins.*

En outre, la Conférence demande de:

- *Adopter des mesures adéquates pour la conservation et la gestion des ressources, notamment de modèles de gestion adaptés à la flotte et aux ressources disponibles, par l'élaboration et la mise en œuvre de plans de gestion des pêcheries côtières ;*
- *Évaluer spécifiquement l'état des connaissances scientifiques actuelles sur les stocks de poissons dans les RUP, et encourager la collecte systématique des données de ces régions en vue d'améliorer ces connaissances ;*

- *Adopter des actes d'exécution du mécanisme d'entrée et de sortie de la capacité de pêche, afin de permettre que les sorties permanentes dans les segments de flotte des RUP puissent être utilisées pour l'amélioration de la sécurité et des conditions de travail à bord des navires, sans dépasser en aucun cas les limites de capacité maximale par segment établies ;*
- *Disposer d'un accès préférentiel pour les flottes des RUP, opérant avec des engins de pêche durables, aux possibilités de pêche des grands migrateurs dans leurs zones économiques exclusives respectives ;*
- *Assurer l'application effective des restrictions au droit de pêche jusqu'à 100 milles marins des côtes des RUP, notamment pour permettre le renforcement de la lutte contre la pêche illégale et ses préjudices écologiques et économiques, et appliquer des restrictions au droit de pêche jusqu'à 24 milles nautiques dans le cadre des accords de pêche ;*
- *Créer un mécanisme flexible permettant une réponse rapide aux conséquences des événements climatiques extrêmes, pour les infrastructures et les équipements de pêche et d'aquaculture ainsi que pour les populations côtières ;*
- *Compte tenu de la fragmentation et du sous-développement de la filière pêche à Mayotte et eu égard aux objectifs restant à atteindre dans la mise aux normes européennes du secteur, une prolongation des dérogations temporaires d'au moins 5 ans doit être prévue pour Mayotte.*

Aides d'Etat

(...)

- *Mettre en place un forum de réflexion entre les RUP et la DG Concurrence sur la notion d'aide "à impact purement local";*
- *Augmenter le plafond des aides de minimis à 500 000 € et la hausse des seuils pour l'agriculture (à 50000€, hors aides relevant du POSEI) et la pêche (à 60 000€, hors aides relevant des Plans de Compensation des Surcoûts) ;*
- *Ajouter une catégorie d'aide à l'investissement permettant aux entreprises des RUP d'atteindre les standards fixés par l'UE en matière environnementale.*
